Les responsables : MENDES-FRANCE

mais aussi *les députés* qui ont voté l'investiture

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 6 JANVIER 1955
Cinquante-septième année. — N° 412
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr. ; 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

JAMAIS sans doute il n'a paru plus nécessaire qu'en cette fin d'année, après le vote des accords Londres-Paris, de faire le point de la situation politique.

Une fois de plus nous répéterons que, seule, la F.C.L. avait prévu le développement de la politique Mendès. Nous ne le répétons pas pour en tirer une vaine satisfaction, mais parce que c'est une de ses expériences les plus décisives que vient de faire la classe ouvrière, en même temps qu'elle vient de perdre ses plus vivaces illusions dans les politiciens « de gauche ». Nombreux sont les travailleurs, qui en juin dernier se refusaient à prendre acte de nos critiques et qui aujourd'hui reconnaissent la sûreté de nos prévisions.

Nos prévisions

Comment avions-nous pu prévoir que Mendès sous prétexte de paix serait le principal artisan du marchandage honteux qui devait à Genève, au détriment du peuple vietnamien, renforcer la position des U.S.A. en Indochine et reprendre aux combattants du Vietnam une partie de ce qu'ils avaient arraché à l'impérialisme ? Comment avions-nous pu prévoir l'échec de Mendès en Tunisie et au Maroc, le soulèvement en Algérie, l'impuissance du gouvernement face aux revendications ouvrières, sa démagogie et ses promesses... pour avril 1955, sa marche inexorable vers un gouvernement fort avec pleins pouvoirs, révision de la constitution, pourparlers avec de Gaulle ?

*

Comment avions-nous pu écrire, si longtemps à l'avance, que Mendès réaliserait sinon la C.E.D., au moins une solution de rechange ?

Aucun secret dans notre « horoscope ». Simplement, nous avons constamment eu présentes à l'esprit un certain nombre de notions claires : l'état de crise générale du régime, la nécessité pour lui s'il veut se survivre de se tourner résolument vers l'économie de guerre et l'Etat totalitaire et par conséquent sa nécessaire intégration dans un bloc impérialiste,, l'impossibilité donc de modifier profondément la situation par les méthodes parlementaires et gouvernementales classiques, et par conséquent l'absurdité de la croyance en une politique « de gauche » qui puisse faire « quelque chose » pour la classe ouvrière alors que les hommes de cette politique « progressiste » veulent sauver le régime et non pas ouvrir la voie à une transformation révolutionnaire.

Peu nous importe que Mendès-France ait voulu sincèrement un rapprochement avec Moscou et qu'il ne cherche ce rapprochement demain encore. On a dit même qu'il fut déçu par Moscou après Genève. Peu nous importe qu'il ait pensé pouvoir tenir un certain nombre des promesses faites aux travailleurs. Ce qui compte, c'est de comprendre que *par la force des choses, dans le cadre du régime,* Mendès-France est contraint de renflouer le capitalisme aux frais de la classe ouvrière, de renforcer les pouvoirs de l'Etat, et de consolider l'alliance atlantique.

Quant aux bonnes intentions du personnage, dès le départ, nous savions à quoi nous en tenir : son attitude dans le gouvernement de Gaulle et ses attaches financières nous permettaient de ne pas tomber dans l'optimisme béat qui fleurit au début de son règne.

Les complices

Mais pendant que nous clamions la vérité, envers et contre tous, pendant que nous lancions le cri d'alarme, d'autres, prétendus socialistes et communistes votaient l'investiture de Mendès et plus tard votaient les pleins pouvoirs ou les laissaient voter en s'abstenant. Pendant que nous dénoncions la politique des banques, Guy Mollet et Jacques Duclos trompaient les masses, appuyant le bluff Mendésiste; les chefs de la S.F.I.O. se vautraient dans la politique américaine tandis que les chefs du P.C.F. continuaient à lutter contre la C.E.D. par des pétitions et des meetings sans portée aux côtés des pires réactionnaires : de Gaulle, Jules Moch, Daladier, et après que la C.E.D. première manière ait été repoussée, avec les M.R.P. !

Nous mesurons aujourd'hui l'effroyable responsabilité de ces « grands stratèges » : les accords de Paris, nouvelle C.E.D., sont en partie leur œuvre.

Ce sont eux qui ont crié victoire après le rejet de la première C.E.D. en septembre et qui ont continué à duper les masses en tentant de les mettre sur la voie de garage des pétitions et des délégations, alors qu'il fallait ébranler l'édifice gouvernemental, par les luttes ouvrières et ainsi affaiblir la diplomatie C.E.Diste et faire reculer la politique des réarmements.

C'est que l'action ouvrière efficace demande l'enthousiasme des masses, l'absence de la politique partisane dans les syndicats, des mots d'ordre prolétariens, unitaires, qui ne soient pas dictés par un impérialisme mais qui reflètent les intérêts permanents de la classe ouvrière.

C'est que l'action ouvrière ne rentre ni dans les vues de la S.F.I.O. ni dans celles du Kremlin : les « grands stratèges » craignent que la classe ouvrière aille trop loin !

On pourra nous répondre que les chefs du P.C.F. ont cru bon de sou-

FONTENIS.

(*Suite page 2, col. 6.*)

Le Libertaire avait raison

Mendès-France, sauveur du colonialisme...

LE LIBERTAIRE du 24 juin 1954.)

Mendès-France au service des banques et de l'Etat-Major; Mendès-France remplace parfaitement Laniel et Paul Reynaud.

LE LIBERTAIRE du 15 juillet 1954.)

Mendès-France, Molotov, Eden et Bedel Smith se sont mis d'accord pour améliorer le dispositif de guerre des deux blocs.

LE LIBERTAIRE du 25 juillet 1954.)

La C.E.D. (ou une C.E.D. qui prendra un autre nom) mûrit doucement et Mendès-France en aura été en définitive le meilleur artisan.

LE LIBERTAIRE du 18 août 1954.)

L'imposture du plan Mendès-France : il s'agit de bluffer la classe ouvrière.

LE LIBERTAIRE du 7 octobre 1954.)

Mendès-France tente de se créer une auréole de bienfaiteur de la classe ouvrière, d'accréditer le bruit selon lequel il est un ministre « ami des ouvriers ». (C'est pourquoi) il faut dénoncer l'imposture partout et partout montrer que Mendès est le PIRE ennemi des travailleurs.

LE LIBERTAIRE du 14 octobre 1954.)

APRÈS LA MORT DES 64 MARINS des chalutiers bretons

Une question écrite

M. André MARTY **demande à** M. le Ministre de la Défense nationale **pourquoi, au cours de la double tempête de la première semaine de décembre, aucun navire de guerre n'a été envoyé au secours des chalutiers surpris par la tempête, contrairement aux usages toujours appliqués en pareil cas et malgré l'insuffisance extraordinaire des moyens de sauvetage mis en œuvre.**

(**Journal officiel**, 16 décembre 1954), (page 6.402).

(Aucun journal, **Humanité** et **Libération** compris, ne l'ont publiée !)

LARMES OFFICIELLES

« Aux familles des pêcheurs disparus en mer »

Le Bureau politique a envoyé, hier, ce télégramme : Secrétariat de la Fédération du Parti - Brest.

« Le Bureau politique du Parti communiste vous prie de transmettre ses très vives condoléances aux familles des pêcheurs de la région de Concarneau, disparus en mer. Notre Parti tout entier prend sa grande part dans le deuil des femmes et des enfants si cruellement éprouvés; il les assure de sa fraternelle et entière solidarité. — Le Bureau politique. »

(**Huma** du 15 décembre 1954, 1re page.)

Ces condoléances reprennent exactement celles du ministre Chaban-Delmas. Mais comme nous l'avons écrit le 16 décembre, les signataires n'ont rien fait au moment de la tempête pour obliger le gouvernement a agir pour sauver les marins.

Vœux du "LIB" à la classe ouvrière

LE LIBERTAIRE souhaite à la classe ouvrière, aux masses populaires, une année de reprise de l'action de classe, des syndicats libérés de toute domination bureaucratique de partis, pour faire reculer le gouvernement, les politiciens, le patronat, pour une défense efficace des conditions de vie pour la marche vers la révolution sociale.

Face aux contradictions du colonialisme

Renforçons la lutte contre la répression

PAR vagues successives la répression s'étend sur l'Algérie avec son cortège de misères, de brutalités, d'injustices. Ceux dont la tâche est de mentir et de soutenir les crimes de la bourgeoisie au pouvoir ne savent plus quoi dire. Ils sont essoufflés. Ils sont pris dans la toile d'araignée de leurs contradictions et se demandent anxieusement comment ils vont continuer à tromper leurs lecteurs et auditeurs qu'ils ont pris jusqu'alors pour des imbéciles.

Avec le Gouvernement, ils félicitaient « le loyalisme de la totalité des populations musulmanes » tout en déplorant avec les gros colons hystériques amis de Mitterrand « l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour rétablir l'ordre ».

Ils ont été obligés, tout de même, de parler de la dissolution du M.T.L.D. et « des organisations directement rattachées à ce mouvement » (expression particulièrement commode). Cette dissolution ouvrait la porte à toutes les manœuvres, à toutes les répressions. Comment ne pas s'en rendre compte tout de suite ? Les partis dits « communiste » et « socialiste » n'ont pas protesté sans doute parce que la disparition du M.T.L.D. leur permet d'espérer quelques progrès en Afrique du nord. C'est une bonne affaire pour eux.

Depuis, les militants du M.T.L.D. sont traqués et avec eux tout le peuple algérien. Depuis on assiste sans cesse à des perquisitions faites en pleine nuit, des destructions de stocks de vivres, des arrestations de vieillards sous prétexte qu'ils ne peuvent donner de renseignements sur des parents introuvables. Des villages sont encerclés en Haute-Kabylie et dans l'Aurès, des maisons sont brûlées, des hommes sont tués, d'autres sont parqués dans d'immenses camps. Dans un bidonville, près des mines de l'Ouenza, six cents personnes simplement « suspectées » ont été arrêtées. Qui n'est pas suspect ?

Et encore, nous nous limitons ici à des faits connus qui peuvent être aisément contrôlés, qui sont diffusés par la presse bourgeoise.

La réalité est plus atroce. Prochainement nous donnerons à nos lecteurs des détails précis peu connus montrant toute l'horreur de la répression colonialiste.

Mitterrand avait dit : « *La répression n'aura pas de caractère collectif, le peuple algérien ne doit pas avoir l'impression qu'il est frappé* », et Rogier, sénateur d'Alger, avait ajouté, très astucieux : « *Il suffit de faire sillonner nos routes et nos campagnes par des unités motorisées bien visibles, et je suis persuadé que vous verrez alors que l'amitié franco-musulmane n'est pas un vain mot.* »

Michel DONNET.

(*Suite page 2, col. 3.*)

LA FAUNE COLONIALISTE de l'Assemblée algérienne

Des « ultras » partisans du massacre au représentant du P.C.A. qui s'est contenté de s'abstenir dans le vote de confiance au Gouvernement

LES débats à l'Assemblée algérienne sur les derniers événements nous permettent de faire une incursion édifiante parmi la faune parlementaire colonialiste, porte-parole des « saigneurs » de la terre ou « saigneurs » en personne, avec leur cortège des « préfabriqués » musulmans, de ceux à la figure de qui le peuple et les travailleurs algériens crachent leur suprême répulsion.

On a toléré, au milieu de cette engeance malsaine, quelques membres de l'U.D.M.A. (1), organisation d'un réformisme inoffensif, dont la présence pouvait constituer un alibi contre ceux qui dénoncent l'imposture des élections « à l'algérienne ».

Un seul et unique représentant du P.C.A. du 1er Collège lui permet de développer à la tribune les thèmes relatifs aux intérêts de l'impérialisme soviétique.

Commençons par les ultras : ils se manifestent pour une répression généralisée et plus violente; ils attaquent ouvertement et avec violence la politique du Gouvernement en Tunisie et au Maroc, ses promesses de réformes en Algérie « responsables des événements actuels », et ils laissent sans solution le problème politique posé par les réformistes.

Parmi eux, on trouve de Calan, Raoux, Monréal, Dromigny, le président Laguière lui-même, ainsi que de Sérigny, Berger, Vachon, Solacroup.

De Calan réclame le départ du gouverneur général, ce qui provoque celui des commissaires du Gouvernement, suivis de presque tous les béni-oui-oui du 2e Collège, autrefois créatures des ultras et sur lesquels la crainte des représailles terroristes a exercé une influence salutaire.

Un « ultra » demande l'envoi de navires de guerre au Caire.

Benquet Crevaux attaque hystériquement le P.C.A. (2).

Baretaud acceptera de traiter du problème politique algérien lorsque « l'Ordre » sera rétabli. Il ne sera pas poursuivi en application de l'article 80. C'est bon pour le M.T.L.D. ou autres anticolonialistes.

Le porte-parole du Gouvernement, M. Urbani, fait valoir que tout est pour le mieux dans les « trois départements français » : la suppression des territoires du Sud et l'application du statut de l'Algérie ? Les habitants n'en veulent pas. (Ce qui témoigne que même les représentants du Gouvernement subissent la pression des ultras. Le gouverneur général n'a-t-il pas décidé, en effet, l'utilisation de la juridiction d'exception s'appliquant aux « rebelles » pris les armes à la main, sur la pression des maires ?) Les femmes, pour lui, ne sont pas pressées de voter, les communes mixtes sont progressivement supprimées, l'Administration respecte la liberté du culte et une solution reste à découvrir pour ce dernier; le cas des ouvriers agricoles sans allocations ni retraites est un cas « particulier »; le sort des ouvriers est lié à celui des patrons et ces derniers ne peuvent les payer parce qu'ils sont « ennuyés ».

Quelle solution propose l'Administration ? C'est M. Vaujour, directeur de la Sécurité générale, qui répond: après avoir fait un rapport sur l'action des polices, à propos des événements, et avoir donné les preuves de son flair d'honnête agent de « l'Ordre colonialiste » et du bon fonctionnement des services renseignés depuis octobre (3), il la présente, la solution : augmenter les effectifs de la police, qui sont misérablement insuffisants (10.500 hommes, il y a huit mois), alors que, dans la Métropole, les Pouvoirs publics sont plus clairvoyants et réalistes, avec 116.000 hommes. Et toute l'Assemblée d'applaudir, sauf les élus U.D.M.A. et P.C.A. Après les « ultras » et les commissaires du Gouvernement, passons aux beni-oui-oui : M. Lakhdri, dans un grand élan de sincérité, demande

FERNAND (M.L.N.A.).

(*Suite page 2, col. 1.*)

(1) Union Démocratique du Manifeste Algérien.

(2) L'assemblée générale des maires algériens devait réclamer sa dissolution, avec invitation aux parlementaires algériens à l'A.N. de ne pas voter pour le Gouvernement en cas de refus par celui-ci. Ils appuyaient leur invitation par leur démission collective éventuelle.

(3) 602 arrestations (au 1er novembre), 35 tués, 20 blessés... 477 bombes et 344 armes saisies.

Nous voulons des centrales atomiques et non des bombes

ON sait que les piles atomiques expérimentales fournissent du plutonium par fission de l'uranium.

Ce plutonium peut servir de combustible dans des piles de grande puissance et produire ainsi de l'énergie électrique à bon marché. Telle était sa destination primitive, du moins dans l'esprit des savants et techniciens qui construisirent Zoé et P2.

Mais le plutonium constitue également la matière première des bombes atomiques... et une seule bombe atomique utiliserait en pure perte tout le stock de plutonium disponible en France.

*

Une pile atomique destinée à la production d'énergie électrique est actuellement en construction en France. Ce ne sera encore qu'une pile de puissance modeste destinée à l'étude de véritables centrales atomiques.

Ces centrales atomiques assureront dans quelques années la relève des centrales thermiques au charbon.

Les réserves mondiales de charbon s'épuisent ; le charbon restant devrait être réservé à la métallurgie et aux industries chimiques. Or, la consommation d'énergie électrique augmente rapidement, et les centrales hydrauliques ne sauraient satisfaire tous les besoins. **La mise en chantier rapide de centrales atomiques est donc une nécessité vitale.**

*

Déjà en France et en Angleterre des travaux sont en cours pour remplacer le charbon par le mazout dans les centrales thermiques. Or les réserves de pétrole ne sont pas non plus inépuisables.

*

Mais la satisfaction des besoins de la population n'est pas le but du Capitalisme. Le but, la raison d'être du capitalisme est par définition le profit. Le capitaliste ne développe une industrie que dans la mesure où elle lui rapporte quelque chose.

Or, l'industrie atomique n'a pas besoin de beaucoup de matières premières (quelques kilogrammes de plutonium suffisent pour assurer les besoins mondiaux en énergie pendant plusieurs années), ni de beaucoup de travail humain (une dizaine de personnes suffisent pour assurer la surveillance et l'entretien d'une pile atomique de grande puissance). Comme le profit ne peut être prélevé que sur le travail de l'homme, vous voyez que **l'industrie atomique n'est pas rentable pour le capitalisme.**

Bien plus, en inaugurant l'ère où la production, régie par des robots, sera presque totalement affranchie du travail humain, l'industrie atomique risque de porter un coup mortel au Capitalisme.

Le Capitalisme se doit donc d'empêcher le développement de l'industrie atomique.

Comment le fera-t-il ? En fabriquant des bombes atomiques. Ainsi le plutonium ne sera plus disponible pour les centrales et les actionnaires des compagnies pétrolières pourront dormir en paix.

Là et là seulement est la raison qui motive la campagne pour la fabrication d'armes nucléaires.

L'argument de la défense nationale, même d'un point de vue patriotique (qui n'est pas le nôtre), ne tient pas. Le stock de plutonium détenu par la France ne peut permettre de fabriquer au plus, que deux ou trois bombes. Qu'est-ce que cela devant le nombre de bombes en réserve aux Etats-Unis et en Russie ? Or, une attaque atomique doit être massive afin de détruire entièrement l'ennemi avant que celui-ci puisse user de représailles ! C'est tellement vrai que les deux blocs impérialistes semblent s'être mis d'accord pour ne pas utiliser les armes atomiques dans le prochain con-

MICHEL-HULOT,
(Technicien
au Commissariat
à l'Energie Atomique)

(*Suite page 2, col. 3.*)

Pour LE LIBERTAIRE sur 4 pages

NOM, PRENOM .....

ADRESSE .....

1) Je m'inscris pour un abonnement de 6 mois : 500 fr.; 1 an : 1.000 fr., au « Libertaire » (1);

2) Je m'inscris pour diffuser chaque semaine ..... exemplaires du « Libertaire »;

3) Je souscris la somme de ..... francs (2) que j'adresse au « Libertaire » pour « les 4 pages ».

Retournez ce bulletin à « Le Libertaire », 145, *quai de Valmy, Paris* (10e). *C.C.P. Robert Joulin, Paris* 5561-76.

1. Rayer les mentions inutiles.
2. — Versement normal : 500 fr. ou 1.000 fr.
— Versement exceptionnel : 10.000 fr.

Les Travailleurs au Combat

EN FRANCE

BOULANGERS

Les ouvriers boulangers (C.G.T.) à l'issue de la réunion à la Bourse, ont décidé d'engager une campagne par affiches pour informer les travailleurs des problèmes relatifs à leur profession, et ont adopté le principe d'une manifestation à la Présidence du Conseil.

Nous ne voulons pas d'augmentation (du pain) messieurs les Députés qui venez de vous octroyer une « majoration ».

P.T.T.

La grève du zèle se poursuit dans les bureaux-gares. A Lyon, à la R.P. de Nice, les postiers ont même débrayé ; à Nancy le central téléphonique a cessé tout travail durant 40 minutes.

Il faut étendre la grève du zèle à tous les services P.T.T. et s'orienter vers l'arrêt du travail : la grève. La grève de 24 heures prévue par les syndicats lors de la disccussion à l'Assemblée du budget P.T.T. ne doit pas être limitée à cette seule durée, mais au-delà, donc préconisons la grève totale dans les P.T.T., et vers la grève générale pour l'ensemble des travailleurs.

GAZ ET E.D.F.

Les agents de ces corporations, dans leurs syndicats C.G.T. ont adopté une résolution « invitant tous les gaziers et électriciens à être présents au rendez-vous de janvier ».

Ils demandent également « qu'il n'y ait plus dans leurs industries de salaires mensuels inférieurs à 30.000 fr. »

PORTS ET DOCKS

La Commission paritaire nationale refuse d'accéder aux revendications des dockers ; les propositions patronales insuffisantes ont fait rompre les pourparlers. Les dockers qui ne veulent pas d'heures supplémentaires obligatoires, des salaires plus décents, repasseront à l'offensive. C'est pourquoi l'agitation couve à Rouen, à Dunkerque, Calais et Bordeaux.

Protestant contre la mise aux oubliettes des conventions collectives propres à Marseille, les équipages de *Ville-d'Alger* et *Ville-d'Oran* ont pris la mer avec une heure de retard. Le mécontentement agite également les ouvriers du grand port.

DOUANES

Les douaniers ont provoqué, pour leur patro· l'Etat, une diminution de 15 milliards dans les rentrées budgétaires prévues, lors de cette deuxième semaine de grève du zèle. Le gouvernement et son Etat trouveront de moins en moins de serviteurs... zélés.

MULOT Michel.

DANS LE MONDE

ANGLETERRE

● *Aux usines automobiles de Coventry, 11.000 ouvriers du trust Standard se sont mis en grève 48 h. Les bas salaires imposés aux travailleurs de l'industrie mécanique créent un climat d'agitation et de combat. C'est pourquoi, pour tenter d'y parer, la direction a mis à la porte deux délégués syndicaux pour mettre fin à leurs activités « durant les heures de travail » !*

L'action ouvrière a permis la réintégration des deux camarades délégués.

● *Aux campagnies aériennes B.E.A. et B.O.A.C. un renvoi analogue a provoqué une assemblée générale des travailleurs pour exiger l'annulation de licenciements arbitraires.*

● *A Hull, port de la côte est, les équipages d'une trentaine de remorqueurs sont en grève : les salaires de chien versés aux mousses et aux marins, ne sont que des « aumônes ».*

● *L'ensemble des cheminots anglais se prépare à la grève générale des transports-rail pour le 9 janvier, et veulent arracher une augmentation de 15 pour 100 avec rappel depuis juillet 1953. Cette grève paralysera tous les chemins de fer et toute l'économie anglaise, ce qui ne s'était produit depuis 1927. Bravo les gars !*

AMERIQUE

Dans la grande banlieue de New-York, 1.200 chauffeurs de camions sont en grève. Les produits maraichers acheminés par la route vers cette ville seront bloqués.

BELGIQUE

● Le Comité National du Syndicat des mineurs belges a reporté l'ordre de grève prévu pour le 2 janvier. Les 150.000 mineurs remettent donc momentanément l'attaque dirigée contre les privilèges et la rapacité des charbonnages nationalisés. L'Etat va donc « augmenter » (par une taxe sur le mazout !) nos gueules noires : prime de fin d'année de 1.000 fr. belges ; relèvement des bas salaires.

Ces mesures ne peuvent satisfaire les légitimes revendications ouvrières ; il faudra passer à l'attaque : la grève.

DANS LE BATIMENT

Des indemnités «intempéries» pour tous

LE grand froid est revenu. Triste saison pour les gens du bâtiment. Il y a certes l'indemnité d'intempéries, bien que de nombreux entrepreneurs ne versent pas à la caisse en cours d'année et le gel arrivé, compagnons et manœuvres se retrouvent à « bricoler » ou sans travail et sans paye, l'allocation chômage ne pouvant être versée bien souvent dans ce cas.

L'on peut citer le cas d'un petit entrepreneur qui ne voulant rien verser, renvoie les ouvriers à l'entrée de l'hiver.

Mais une revendication se pose : « indemnité d'intempéries aux travailleurs des industries annexes du bâtiment ». Depuis bien longtemps, un projet de décision ministériel dans ce sens dort dans les dossiers.

Ainsi, les gars des carrières continuent de travailler par tous les temps, malgré le danger que peut présenter la terre gelée. Les camarades Nord-Africains, nombreux dans cette branche, peu habitués au climat, ne peuvent parvenir à se réchauffer surtout par froid humide.

Et dans les fabriques de parpaings par exemple, le gel ne permet pas le boulot. C'est l'arrêt sans indemnité.

De nombreux autres cas seraient d'ailleurs à citer.

Nous voulons : LES INDEMNITES POUR INTEMPERIES POUR TOUS.

Inter-groupe BâTIMENT et T.P.

Chez Cadum système Mendès

LE CHOMAGE AUX OUVRIERS

LE bruit court que Cadum a décidé de transferer son usine de Courbevoie à Compiègne

Le résultat en sera que les 800 travailleurs de l'entreprise — des ouvrières en grande majorité — sont menacées d'être à la rue, car il n'est pas possible pour elles de déménager à Compiègne en laissant leur famille à Paris

La reconversion Mendès-France se montre pour ce qu'elle est

Si les projets de Cadum se réalisent, il va palper l'indemnité de déménagement et de réinstallation... aux frais des contribuables. Quant à ses ouvrières elles auront droit au chômage car à Compiègne Cadum embauchera des travailleuses non syndiquées, qu'il pourra librement surexploiter.

Chaque jour démasque un peu plus Mendès-Colombe-de-la-Paix que les partis socialiste et communiste ont porté au pouvoir.

Après le séisme d'Orléansville

7 tués et 36 blessés au pénitencier

Nous relevons dans le « Journal officiel » du 23 décembre, la réponse du ministre de l'Intérieur à la question écrite d'André Marty, que nous avions publiée.

Voici la question et la réponse :

« M. André Marty demande à M. le ministre de l'Intérieur : 1° Combien de détenus se trouvaient au pénitencier d'Orléansville au moment du tremblement de terre de septembre 1954 dans les catégories suivantes : a) détenus politiques (par nationalité) ; b) détenus militaires ; c) détenus civils ; 2° combien y a-t-il eu de tués et de blessés dans chaque catégorie. (Question du 3 novembre 1954).

REPONSE :

« 1° D'après les renseignements communiqués par les autorités locales compétentes, le nombre de détenus se trouvant tant au centre pénitentiaire qu'à la maison d'arrêt d'Orléansville au moment du séisme était de 436. La répartition de ces détenus entre les diverses catégories mentionnées ci-dessus était la suivante : a) détenus politiques : 162, dont 12 Français et 150 Tunisiens ; b) détenus militaires : 24 ; c) détenus civils : 250 ; 2° au cours du séisme, 7 détenus ont été tués et 36 blessés. Tous appartenaient à la catégorie des détenus civils.

(Ceux que la réponse du ministre appelle des Français sont en réalité des Algériens musulmans.)

La faune colonialiste

(*Suite de la première page.*)

à ses collègues : « .. Pourquoi a-t-on essayé d'arrêter l'élan du Gouvernement vers le progrès ? » Il est pour l'intégration (qui est une belle occasion d'enterrer définitivement les dispositions progressistes éventuelles du statut de l'Algérie).

M. Bentaïeb, autre « indépendant », se réfère aux liens filiaux qui unissent tous les Algériens à « la mère-patrie », pour proposer l'intégration, également.

Un membre du Collège musulman, au nom du groupe socialiste, fait confiance au Gouvernement et à l'Administration pour rétablir « le calme ». Les consignes de la Métropole de soutien de Mendès-France sont ainsi suivies.

M. Ferhat Abbas veut développer le programme politique de l'U.D.M.A. Le président Laguière lui interdit de faire de « la politique », alors que tous ceux qui étaient intervenus avant lui ne s'en étaient pas privés.

Le numéro du 3 décembre de la « République Algérienne » développe la position de ce leader: Ferhat Abbas démontre aisément la stupidité constitutionnelle et juridique qui consiste à soutenir l'affirmation de « l'Algérie, trois départements français », et le statut de l'Algérie, avec ses deux Collèges de « citoyens » « violerait » ainsi l'article 82 de la Constitution française. Et il ajoute : « ... Il est vrai que nous ne sommes pas à une violation près, en Algérie. » Il appuie sa position d'une république algérienne sur... Soustelle, le général Béthouart et M. Morard, ancien délégué financier qui faisait valoir l'existence d'un Etat algérien, confié à la gestion de la colonisation, avec son budget, sa banque, sa monnaie, son Trésor, ses tarifs douaniers, son Gouvernement général qui pourra évoluer sans heurt vers un Gouvernement algérien, au sein duquel les responsabilités seront réparties entre Algériens d'origine française et musulmane, son A.A. qui constitue l'embryon d'un parlement algérien. Il demande aux délégués de l'Assemblée d' « accorder un préjugé favorable à la solution du Manifeste et de consacrer par des textes l'existence de cet Etat algérien, qu'ils dirigeraient en commun ».

(Il se déclare ainsi pour l'Etat, pour l'Autorité et pour prendre sa place parmi la nouvelle bourgeoisie qui participera à l'exploitation des travailleurs et écrasera leurs révoltes.)

Et, afin qu'on sache en haut lieu qu'on n'a pas affaire à un « hors la loi », et de donner des gages de son attachement à la « France républicaine », il précise : « Ai-je besoin d'ajouter que notre action se maintient sur le plan légal. C'est dire que la présence de la France n'est pas en cause... Je pourrai même aller plus loin et dire que la France républicaine et démocratique, restant avec nous, au milieu de nous, c'est la paix et la sécurité garanties à tous et, pour notre pays, les conditions de sa prospérité assurées. » (Celle de la nouvelle bourgeoisie, naturellement.)

Quant à Justrabo, délégué du P.C.A., il se réfère... à des paroles de Clemenceau, pour qui « ... le véritable patriotisme consiste à dire : nous voulons la vérité, on nous la cache; nous voulons que le pays sache la vérité. » Les communistes aussi sont des légalistes, car « ils ne conspirent pas... », leur force n'est jamais faite que de l'adhésion populaire, que de la cohésion... » (celle du P.C. avec les bons bourgeois impérialistes français, comme à Genève, consacrant la trahison des travailleurs français et coloniaux; comme en Tunisie, au Maroc et en Algérie (4), où « certains, continue-t-il, farouchement attachés à leurs privilèges, essaient de rendre les négociations impossibles ».

Les « ultras », partisans de la répression accrue, se sont trouvés en minorité. Leur attachement à leurs privilèges exorbitants et leur haine du « bicot » les aveuglent à tel point qu'ils font taire chez eux la voix de la « raison », laquelle s'exprime chez les « néos » qui, après l'extension menaçante et dangereuse du terrorisme, se rabattent sur le moindre mal : l'application Mendès du statut. (D'autant plus qu'elle permettra de gagner un temps précieux jusqu'à l'échéance fatale : le départ des colonialistes français et de leurs séquelles.)

Quant aux anticolonialistes type U.D.M.A., ils représentent la position de repli, lorsque le terrorisme fera aux néo-colonialistes une obligation urgente de s'assurer la collaboration d'une bourgeoisie autochtone, quitte à sacrifier les intérêts de quelques gros colons. La position impérialiste sauvegardée, permettant à la France de conserver sa place de « Grand » dans l'O.T.A.N., avec tous les avantages en espèces et en nature que cela comporte.

Ce n'est que par la Révolution sociale, en solidarité avec les travailleurs de tous les pays, que les travailleurs coloniaux arracheront l'égalité économique dans la liberté, avec des administrateurs responsables, contrôlés par eux, émanant directement de leurs organismes économiques et sociaux, l'Autorité, l'Etat ayant disparu, remplacés par le Fédéralisme. Cette Révolution, pour eux, passe obligatoirement par le stade de la libération nationale des peuples, les communistes libertaires constituant leur avant-garde, les amenant à la prise de conscience révolutionnaire, opérant la mise en garde à l'occasion de chaque événement politique, économique ou social, contre la formation d'un nouvel Etat répressif au service d'une nouvelle bourgeoisie exploiteuse.

(4) Il s'est *abstenu* avec quatre autres délégués pour le vote de confiance au Gouvernement Mendès, vote qui a obtenu 56 mandats contre 22. Et, à ce sujet, il faut se rappeler l'abstention du P.C. français, lors du vote des pleins pouvoirs à Mendès.

JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

Janvier - N° 7

vient de paraître

Abonnement : 6 mois ; 100 fr. ; 1 an, 200 francs.

Abonnement de soutien : 6 mois, 250 fr. ; 1 an, 500 fr.

Le numéro : 20 francs.

ATTENTION : Prière d'adresser les fonds destinés à « J. R. » UNIQUEMENT au C.C.P. : 11772-56. « *JEUNE REVOLUTIONNAIRE* » 145, quai de Valmy, Paris (10e).

BULLETIN D'ADHESION A LA F.C.L.

Convaincu de l'efficacité de la lutte communiste libertaire menée par l'Internationale Communiste Libertaire à travers ses sections, convaincu du rôle INDISPENSABLE que j'ai à jouer dans cette lutte, j'adhère à la F.C.L., section française de l'I.C.L.

Nom, prénom .....

Adresse .....

Profession .....

Signature.

Le militant de l'I.C.L. lutte de toutes ses forces contre le capitalisme et les fléaux qu'il engendre pour la véritable société COMMUNISTE.

Des bombes atomiques ? Non !

(*Suite de la première page.*)

flit. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne les utiliseront pas ! (Voir les précédents articles du « LIB »).

CONCLUSION

La conclusion, c'est au prolétariat de l'apporter par son action.

Des savants : Einstein, Compton, Ch.-N. Martin, etc., ont pris position. Cette prise de position a eu un certain retentissement. Mais ce retentissement risque de rester sans lendemain si ces personnalités du monde scientifique ne comprennent pas la nécessité de s'appuyer sur un parti révolutionnaire : la F. C. L., section française de l'Internationale Communiste Libertaire qui de plus en plus regroupe derrière elle les masses laborieuses.

Les savants doivent avoir assez de conscience pour descendre de leurs spéculations théoriques et se pencher sur la vie de tous les jours. Ils comprendront alors qu'en dépit de leurs intentions, leurs inventions serviront plus souvent des desseins criminels, que l'amélioration de la condition humaine. Ils comprendront qu'ils n'auront vraiment la possibilité de pousser leurs recherches et de satisfaire à leur mission que dans une société rénovée d'où le profit sera exclu : la société communiste libertaire.

Nous faisons confiance à leur sens moral pour prendre leurs responsabilités.

Michel HULOT.

*

Voici le texte d'un communiqué affiché sur les panneaux syndicaux du Commissariat à l'énergie atomique :

« Le Syndicat autonome s'est rangé aux côtés des syndicats C.G.T. et C.F.T.C. pour élever des protestations sous forme de pétitions auprès de M. l'Administrateur général et de M. le Secrétaire d'Etat à la Recherche Scientifique **quant à la forme** (1) dont certains licenciements de personnel ont été effectués ces jours derniers.

« Nous estimons que c'est causer un préjudice certain à ces agents que de les renvoyer après quelques mois de présence (sans motif d'ordre professionnel) alors qu'ils ont dû quitter leur précédent emploi.

« Dans de semblables cas nous pensons qu'il serait préférable à tous points de vue de n'embaucher le personnel qu'après résultat définitif des formalités d'embauche (1), (2).

« Le Bureau : (3). »

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) Ces formalités d'embauche consistent en une enquête policière tatillonne portant sur le passé politique et syndical du candidat. Le prétexte de l'enquête est l'espionnage, mais chacun sait qu'il est plus facile pour un espion de s'adresser directement à un ministre !

En somme notre « syndicat » fasciste bien que reconnaissant l'absence de motifs professionnels ne proteste que sur la forme parce que cette forme risque de créer des troubles sociaux et trouve très normal le mac carthysme policier.

(3) Aucune signature ne suit.

Renforçons la lutte contre la répression

(*Suite de la première page*)

Résultat : l'Algérie vit en plein régime concentrationnaire. Tous les Algériens sont des suspects.

Comment les journalistes et les politiciens dont nous parlions tout à l'heure feront-ils croire aux Français et à l'opinion mondiale que la « répression sévère » — et aveugle — peut fort bien être conciliée avec « une population demeurée fidèlement attachée à la France. »

*

En fait, si les colons redoutent tant la population algérienne, s'ils se font aujourd'hui les champions de la répression, c'est qu'ils ont pleinement conscience d'être les responsables de la grande colère de tout un peuple, c'est qu'ils savent qu'ils ont conduit tout ce peuple à ne trouver d'espoir que dans la révolte.

Les colons tremblent. Ils ne peuvent faire autre chose que réprimer dans le sang et accumuler partout plus de haine.

Les colons n'ignorent pas le bilan de 125 années de PRESENCE : un million de chômeurs ; deux millions d'enfants non scolarisés (ce qui représente 80 % des jeunes Algériens et naturellement les plus pauvres parmi les pauvres) ; des salaires de misère défiant dans le monde toute concurrence ; un revenu moyen annuel se situant entre 36.000 fr. et 40.000 fr., etc.

*

La mitraillette parle pour « rétablir l'ordre ». L'ordre en Algérie c'est l'exploitation et la répression. L'ordre c'est l'éternel mensonge des bien-pensants.

Personne ne peut plus croire aux mensonges des ministres et des colons. Face aux contractions du colonialisme la lutte contre l'odieuse répression s'amplifie. Le peuple de France doit tendre une main fraternelle au peuple algérien qui veut vivre libre.

COMMUNIQUE

— Le camarade « VICTOR », qui nous a écrit, peut venir SANS CRAINTE nous voir à notre permanence, 145, quai de Valmy, ou nous écrire pour fixer un rendez-vous. Sa lettre sera publiée dans « Jeune Révolutionnaire ».

Pour la liberté syndicale et politique en France et aux Colonies

A bas la répression contre les militants syndicalistes et pacifistes des hôpitaux

A la *Salpêtrière 93 blanchisseuses et blanchisseurs* se voient octroyer deux heures sans solde, plus un blâme personnel pour avoir, le 27 août, manifesté contre la C.E.D. et pour la libération.

Ces amis de la paix et du désarmement général, dont des membres de la F.C.L., signaient leur punition par-devant le chef du personnel de la Salpêtrière le 30 novembre 1954.

Le 27 décembre 1954, Yves Calvez, secrétaire de la section C.G.T. de *l'Hospice d'Ivry, est suspendu de son emploi avec interdiction de rentrer dans l'établissement.*

Motif : « A appelé ses camarades à lutter contre le réarmement allemand. »

Les Communistes libertaires de l'Assistance publique étant :

POUR : LE DESARMEMENT GENERAL ;
POUR : LA REDUCTION DE SIX MOIS DU TEMPS DE SERVICE MILITAIRE ;
POUR : LA REDUCTION DES CREDITS MILITAIRES ;
CONTRE : TOUS LES MILITARISMES ET CHAUVINISMES,

Apportent aux 93 blanchisseuses et blanchisseurs, ainsi qu'au camarade Calvez, victimes de la répression de l'Etat-patron, leur *entière solidarité ;*

Dénoncent la Direction générale de l'A. P. comme la plus réactionnaire, la plus fasciste et la plus cléricale de toutes les administrations ;

Pensent que cette Direction générale R.P.F. fait le jeu des œuvres privées de l'Eglise en ne construisant pas d'hôpitaux, d'hospices, de dispensaires, etc..., en quantité suffisante ! ! Car actuellement comme *tous les hivers* l'ensemble des salles regorgent de malades ! ! Ce n'est pas l'hôpital de campagne de la « *défense nationale* » dans une cour de Lariboisière qui donnera une solution au problème du manque de lits et du manque de personnel.

Au lieu de punir les agents de l'A. P. qui veulent le désarmement général, l'A. P. ferait mieux de construire pour la paix.

Par contre la F.C.L. de l'A. P. déplore le chauvinisme que déploie le P.C.F. dans sa lutte contre les accords de Londres et de Paris.

Les communistes libertaires de l'A. P. disent qu'une telle lutte s'inscrit dans une politique générale non de soumission à un bloc ou à l'autre mais dans une politique Troisième Front de défense des intérêts du prolétariat international, c'est-à-dire une politique basée sur la lutte de classe ; sur l'offensive revendicative permanente contre la bourgeoisie et l'Etat-patron.

Les accords de Paris et de Londres sont votés ! ! Il faut maintenant agir pour contrecarrer leur application par l'action ouvrière internationale.

N'oublions pas que les prolétaires n'ont pas de patrie ! ! Leur force est l'union des prolétaires contre les exploiteurs.

L'Intergroupe F. C. L. des Hôpitaux.

Le LIBERTAIRE P.T.T.

Abonnements :

6 mois	100 fr.
1 an	200 fr.
Abonnement de soutien :	
6 mois	250 fr.
1 an	500 fr.

C.C.P. : R. JOULIN, Paris 5561-76

MENDÈS-FRANCE

(*Suite de la première page*)

tenir momentanément Mendès-France dans le but d'obtenir la paix en Indochine. Mais comment ces « grands stratèges » ont-ils pu se tromper au point de croire à la paix alors que Mendès manœuvre par la finance et prisonnier des nécessités du régime ne pouvait que marchander et tenter de voler sa victoire au peuple vietnamien ? Comment ont-ils pu placer ce problème au premier plan alors que depuis ils se sont si peu soucié de l'Afrique du Nord par rapport au danger C.E.D. ? Comment ont-ils pu laisser passer les pleins pouvoirs sans même voter contre ? Comment on-ils laissé croire que leurs délégations feraient reculer les députés partisans des accords de Paris ? Si ceux-ci ont été troublés, s'ils ont hésité, ce n'est pas par conscience patriotique, c'est parce qu'ils pensaient à leurs électeurs alors qu'ils appelaient du fond de leur cœur les accords qui consacraient la puissance du capitalisme. La vérité est que les dirigeants P.C.F. ont obéi aux impératifs du Kremlin. Ils ne se sont pas trompés, ils ont trompé les travailleurs. Ils se sont disqualifiés une fois de plus en tant que dirigeants ouvriers : qu'ils ne s'étonnent pas du découragement de trop de militants qu'ils n'ont fait que lasser à des besognes sans perspectives.

LE COMBAT A MENER

LE réarmement va maintenant battre son plein : réarmement allemand, mais aussi français et de toute l'Europe occidentale. C'est l'Europe des généraux et des industriels qui se fait.

Il faut les faire reculer. Il n'est pas trop tard. A condition que nous marchions au combat sans nous laisser enfermer dans les raisonnements subtils des « grands stratèges ». Quand on nous dira : « Il faut ménager Mendès-France parce que Malenkov lui fait des sourires et va essayer de le neutraliser dans l'intérêt de l'U.R.S.S., donc en définitive, dans l'intérêt des travailleurs », nous répondrons : « La meilleure façon de neutraliser Mendès, sa C.E.D. et ses Américains, c'est de lui briser l'échine par une vague revendicative puissante. Seul, un sursaut ouvrier plus puissant encore que celui d'août 1953 peut mettre en difficulté tout l'édifice capitaliste, faire reculer la politique d'armement et de guerre ». Si l'U.R.S.S. était socialiste, ce serait sa politique. Si les dirigeants P.C.F. étaient des révolutionnaires, ils ne craindraient pas l'action de masse.

Sur le programme de la F.C.L., dans une unité ouvrière retrouvée contre les bureaucraties et contre la politique imposée par les partis aux syndicats, EN AVANT !

Les charognards abusifs

« *Aux petits des oiseaux je donne la [pâture*
« *Et ma bonté s'étend sur toute la [nature...* »

Ce n'est pas vrai. Le bon Dieu est un gros menteur : les petits corbeaux manquent de pâture.

A preuve ce tract imprimé sur un beau papier couleur cocu :

« Ramassage des Dons en nature pour les Séminaires du Diocèse de Soissons

Cher bienfaiteur du Séminaire,

Encore une fois, nous venons vous demander une belle offrande.

C'est pour l'œuvre la plus importante du Diocèse :

Les Séminaires

Que vos futurs prêtres *se sentent aimés et même choyés,* c'est pour eux un grand encouragement.

Les Dons en nature (voir la liste au verso), si petits soient-ils, sont un moyen commode de soutenir vos séminaires.

Soyez généreux.

En retour, les Séminaristes de Soissons prieront pour vous. »

Suivent deux numéros de C.C.P. (pour les dons en nature ?), un mot bienveillant d'un *Pierre Douillard,* Evêque de Soissons. Une liste des dons, parmi lesquels « *desserts, miel, pommes (même à cidre), volailles ou lapins vivants, petits pores, vêtements, chaussures, linge (même usagés), argent pour remplacer les Dons en nature ..* »

En face de chaque don une case à cocher et un emplacement pour le nom et l'adresse du « bienfaiteur ».

— Jadis des frères-mendiants tendaient la main à domicile et remerciaient pour un croûton de pain. Aujourd'hui, ils vous envoient une liste et passent faire le ramassage avec un dix tonnes...

— Ils vous remercient, il est vrai, en priant pour vous !

— Eh bien, leurs prières, ils se les peuvent foutre dans le culte.

— Ils ne peuvent plus griller vif les hérétiques, ni les faire écorcher, écarteler, ou estraper par les spécialistes de la très Sainte Inquisition, alors ils exigent des compensations.

— Ils faut « *qu'ils se sentent aimés et même choyés* ».

— Ils veulent de l'affection, ces petits branloteurs ?

— Qu'ils aillent se faire aimer par le Pape.

R. CAVAN.

Tout militant anticolonialiste doit avoir lu :

« AU SERVICE DES COLONISES »

de Daniel GUERIN

Franco : 750 fr.

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e.